

Étude cartographique sur le rôle et les aspects de l'humanitarisme de la diaspora africaine pendant la pandémie COVID-19

Résultats et recommandations

Mars 2021

Ce travail est publié sous la seule responsabilité de la Commission de l'Union africaine/Direction des citoyens et de la diaspora (CIDO). Tous droits réservés.

L'utilisateur peut copier, télécharger ou imprimer le contenu de ce livre à titre individuel, y compris des extraits de ce guide pour un usage non commercial, pour des présentations, des blogs, des sites web et comme matériel pédagogique, à condition qu'il reconnaisse la ligne directrice de l'auteur et ne porte pas atteinte à ses droits d'auteur. Toute demande d'utilisation à titre public et commercial et tous droits de traduction doivent être soumis à MudungweP@africa-union.org

© la Commission de l'Union africaine/Direction des citoyens et de la diaspora (CIDO)
Addis Abeba, Avril 2020

Soutenu par la Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH par le biais du Ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)

Première édition, Mai 2018

Commission de l'Union africaine P.O. Box 3243 Roosevelt Street Addis Ababa, Ethiopie

Tél +251 11551 3822 Fax +251 11551 9321 Internet <https://au.int/sa> Twitter @_AfricanUnion

Conception Designlab, Addis Ababa, Éthiopie

Développé par: www.shabaka.org



Étude cartographique sur le rôle et les aspects de l'humanitarisme de la diaspora africaine pendant la pandémie COVID-19

Résultats et recommandations

Mars 2021

Résumé analytique

Quel est l'objet de cette recherche?

L'étude cartographique sur le rôle et les aspects de l'humanitarisme de la diaspora africaine pendant la pandémie COVID-19 a cherché à déterminer la manière dont les différents groupes de la diaspora africaine s'engagent avec leurs pays d'origine, par le biais d'initiatives transnationales qui soutiennent les familles et les communautés en réponse à la pandémie COVID-19. En outre, l'étude a également cherché à trouver des preuves de l'impact de la pandémie COVID-19 sur les efforts humanitaires transnationaux des membres de la diaspora africaine et de leurs communautés dans leurs pays d'installation. L'étude s'avère en conséquence de permettre une compréhension nuancée de la réponse de la diaspora aux crises humanitaires dans les pays d'origine, y compris la mobilisation des ressources, l'échange de compétences, le transfert de connaissances et de technologies.

Qu'est-ce qui a motivé cette recherche?

L'étude s'est imposée en raison du fait que l'humanitarisme de l'africaine est de plus en plus en hausse ces dernières années, avec une augmentation du nombre de diasporas d'année en année en raison des plusieurs facteurs, notamment les catastrophes naturelles, le changement climatique, les tourments économiques et les problèmes politiques sur le continent. Les groupes de diasporas réagissent aux crises dans leur pays d'origine en soutenant leurs gouvernements, leurs communautés et leurs familles. Cela a permis de les élever au rang d'acteurs dans le domaine de l'humanitaire.

Qui ont participé à l'étude?

Les différents acteurs de l'humanitaire de la diaspora ont participé à l'étude, à savoir les membres et les organisations de la diaspora, les représentants des gouvernements des pays d'origine, les organisations non gouvernementales et les universitaires spécialisés dans la matière de la diaspora. En tout, 17 personnes représentant les organisations de la diaspora originaires du Nigeria, de la Somalie et du Zimbabwe ont participé. Des données secondaires sur la diaspora soudanaise et congolaise et ses engagements ont également été recueillies.

Résultats clés

Motivations d'être des parties prenantes

- Obligation morale fondé d'un esprit d'appartenance à l'Afrique de soutien mutuel et de « n'abandonne aucune personne », et une compréhension de la situation dans le pays d'origine (et des liens avec celle-ci).

Échange de connaissances

- La pandémie a empêché la diaspora de se porter volontaire en personne dans les pays d'origine en raison des restrictions de voyage.
- Les plateformes en ligne ont été de plus en plus utilisées pour partager des informations.
- Des ateliers ont été organisés pour dissiper les mythes sur la pandémie COVID-19 par les professionnels de la santé des pays d'implantation.
- Partage d'informations sur les meilleures pratiques

Mobilisation des ressources

- La collecte de fonds de personne à personne a été affectée par la restriction des contacts avec les gens. Ce phénomène était particulièrement marqué chez les personnes âgées.
- Les personnes avaient moins de possibilités d'accéder à des réseaux personnalisés pour la mobilisation des ressources en raison des fermetures.
- La fermeture des frontières a affecté la circulation des marchandises vers les pays d'origine.
- Certains gouvernements ont proposé de faciliter le processus de transport des marchandises en demandant des dons.
- Dans certains cas, les gouvernements ont joué un rôle crucial en facilitant la distribution des biens et des fonds donnés à travers le pays.

Envois de fonds

- Les envois de fonds aux familles dans certains pays n'ont pas diminué.
- Certains membres de la diaspora ont été affectés par des licenciements et des mises à pied dus à la pandémie COVID-19

Recommandations

- Les États membres et les autres acteurs humanitaires devraient se concentrer sur le lien entre l'humanitaire et le développement en tant que modalité essentielle de l'engagement des diasporas.
- Les politiques des États membres en matière de diaspora devraient inclure une composante d'action humanitaire.
- L'Union africaine devrait étendre la coordination et l'engagement des diasporas à travers les institutions de l'Union africaine.
- Faire mieux comprendre au public les initiatives humanitaires en cours des diasporas par les ONG, les gouvernements et les organisations interétatiques, ainsi que par les groupes et organisations de diasporas eux-mêmes.
- L'Union africaine et les États membres devraient recenser les personnes ressources de la diaspora pour l'action humanitaire et suivre et évaluer les initiatives humanitaires de la diaspora.
- Les groupes et organisations de la diaspora devraient s'engager dans une collaboration et une coordination plus étroite qui s'étendront également au-delà de leurs pays d'installation et d'origine.
- L'Union africaine devrait soutenir la coordination de la diaspora intercontinentale et entre les groupes et organisations de la diaspora.

Table des matières

Résumé analytique	4
Termes clés	8
Acronymes	9
Introduction et contexte	11
Méthodologie	13
Resultats clés et discussion	14
Pays de l'étude de cas	14
RD Congo	14
Nigéria	15
Étude de cas : L'Organisation des Nigériens de la Diaspora (NIDO)	16
Somalie	17
Soudan	19
Zimbabwe	20
Principales tendances de l'engagement de la diaspora africaine dans l'action humanitaire	22
Motivations d'être des parties prenantes	22
Échange de connaissances	22
Mobilisation des ressources (philanthropie)	23
Envois de fonds	24
Volontariat dans le pays d'origine	24
Mise en œuvre et coordination	24
Durabilité, partenariats et solutions locales	25
Lien entre l'humanitaire et le développement	26
Confiance et réseaux transnationaux	26
La voie à suivre : Conclusion et recommandations	27
Recommandation à court terme	27
Recommandation à moyenne et à long termes	29
Bibliographie	30

Termes clés

Diaspora	Cette étude adopte la définition de la diaspora retenue par l'Union africaine, selon laquelle la diaspora africaine « est constituée de personnes d'origine africaine vivant hors du continent, indépendamment de leur citoyenneté et de leur nationalité, et qui sont disposées à contribuer au développement du continent et à édifier l'Union africaine » (Conseil exécutif de l'Union africaine, 2006).
Philanthropie de la diaspora	« L'argent, les biens, le travail bénévole, les connaissances et les compétences et autres avoirs donnés pour le bénéfice social d'une communauté plus large que les membres de sa famille, dans un pays ou une région où se trouve une population avec laquelle le ou les donateurs ont des liens ancestraux ». Flanigan (2016:3)
Humanitarisme des diasporas	Contributions des groupes de la diaspora sous forme de transferts des capitaux sociaux, financiers et politiques en période de crise humanitaire (Ahmed et Asquith, 2020).
Transferts de capitaux financiers	Transferts monétaires qu'un migrant effectue vers son pays d'origine (OIM, 2009).
Rapatriements sociaux	« Les idées, les comportements, les identités et le capital social qui circulent des communautés du pays d'accueil vers celles du pays d'origine. Ils sont l'équivalent nord-sud des ressources sociales et culturelles que les migrants apportent avec eux et qui facilitent leurs transitions d'immigrants à ethniques ». Levitt (1998 : 927)

Acronymes

AFFORD	Fondation africaine pour le développement
UA	Union africaine
CDC	Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies
CIDO	Direction des citoyens et des organisations de la diaspora
DEMAC	Action et coordination d'urgence de la diaspora
DHUM	Humanitarisme de la diaspora dans les crises complexes
DFID	Département du développement international
ECHO	Protection civile et opérations d'aide humanitaire Européennes
UE	Union européenne
FCO	Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth
GCM	Pacte mondial sur les migrations
PIB	Produit intérieur brut
GII	Indice mondial de l'innovation
GISR	Initiative mondiale du Haut-Commissaire pour les réfugiés somaliens
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HPG	Groupe de politique humanitaire
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
OIM	Organisation internationale pour les migrations
KII	Entretiens avec des informateurs clés
NIDCOM	Commission des Nigériens de la diaspora
NIDO	Organisation des Nigériens de la Diaspora
ODA	Aide au développement d'outre-mer
ODI	Institut de développement d'outre-mer
ONS	Bureau des statistiques nationales
ODD	Objectifs de développement durable
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
HCR	L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés
OMS	Organisation mondiale de la santé

Introduction et contexte

Les récentes crises humanitaires en Afrique, telles que l'apparition de la pandémie et l'impact résultant de la COVID-19 en Afrique, ont rendu nécessaire et essentiel la mise en place de différents efforts humanitaires sur le continent. Différents acteurs contribuent à ces efforts pour pallier la situation dans les différents pays. L'un de ces groupes d'acteurs est constitué par les membres de la diaspora qui sont répartis dans différentes parties du monde. Les efforts déployés par les groupes de la diaspora dans leur pays d'origine lors de crises leur ont valu le titre d'humanitaires de la diaspora. Ces dernières années, l'humanitarisme de la diaspora africaine a connu un essor croissant auprès des communautés de la diaspora, en raison notamment des catastrophes naturelles, du changement climatique, des tourments économiques et des développements politiques sur le continent. Alors que les citoyens africains fuient les conditions difficiles de leur pays d'origine et s'installent sur d'autres continents, ils se tournent toujours vers leur pays d'origine pour soutenir leurs familles et leurs communautés, en particulier en période de crise.

Il s'avère en conséquence impératif de savoir comment les différents groupes de la diaspora s'engagent auprès de leur pays d'origine par le biais d'initiatives transnationales qui soutiennent les familles et les communautés, et de connaître l'impact de ces engagements. La pandémie mondiale COVID-19 offre l'occasion de mieux comprendre comment la diaspora africaine répond à diverses crises dans son pays d'origine. La diaspora intervient souvent lorsque l'on constate que certains gouvernements peinent à fournir un filet de sécurité officiel. En outre, la pandémie COVID-19 a touché tout le monde, y compris les membres de la diaspora africaine eux-mêmes dans leurs différents pays d'installation. Il est également essentiel de déterminer comment ils ont été touchés et comment cela affecte leurs efforts d'engagement humanitaire avec leurs pays d'origine.

Cette étude a cherché à fournir une base pour des enseignements fondés sur des preuves de la manière dont la diaspora africaine est affectée par les crises humanitaires, en particulier la pandémie COVID-19, et est capable d'y répondre dans les pays d'origine. Les objectifs suivants ont guidé l'étude :

1. Comprendre de manière nuancée la réponse des diasporas aux crises humanitaires dans les pays d'origine, notamment la mobilisation des ressources, l'échange de compétences et le transfert de connaissances et de technologies.
2. Identifier les mécanismes et les adaptations auxquels la diaspora a recours pour gérer les restrictions liées à la réponse COVID-19, telles que la fermeture des frontières et les obstacles aux transferts de fonds.
3. Améliorer la coordination entre la diaspora et les acteurs humanitaires "traditionnels" en réponse à la crise COVID-19 et à d'autres crises humanitaires, compte tenu des connaissances locales que la diaspora possède sur ses communautés d'origine.
4. Indiquer la manière dont les différents contextes ou types de crises conditionnent la relation entre la diaspora et les pays d'origine, en mettant l'accent sur la pandémie COVID-19.
5. Proposer des recommandations aux États membres de l'UA sur la manière de s'engager au mieux avec leur diaspora dans les crises humanitaires.

Ce rapport fait état des résultats de l'étude, en se concentrant sur cinq études de cas différentes. La première section présente le cadre méthodologique de l'étude, les définitions des termes clés et l'analyse des pays étudiés, à savoir le Nigeria, la Somalie, le Zimbabwe, le Soudan et la République démocratique du Congo. La deuxième section examine les résultats de manière plus détaillée, en les reliant étroitement aux objectifs de l'étude et, enfin, la troisième section présente une voie à suivre en fournissant des recommandations pour renforcer les futurs efforts humanitaires de la diaspora sur la base des résultats.

Méthodologie

L'étude cartographique sur le rôle et les aspects de l'humanitarisme de la diaspora africaine pendant la pandémie COVID-19 a été lancée en décembre 2020 et la phase de collecte des données a eu lieu entre janvier et février 2021. L'étude a adopté une approche mixte en deux phases, la première consistant à cartographier les différentes parties prenantes impliquées par le biais de recherches documentaires et la deuxième à se concentrer sur la collecte de données à partir d'entretiens semi-structurés et d'entretiens avec des informateurs clés.

Les activités initiales de l'étude ont consisté à effectuer des recherches documentaires pour trouver des données pertinentes sur la population cible et des informations permettant d'élaborer un profil des communautés de la diaspora nigériane, somalienne, zimbabwéenne, soudanaise et de la RD Congo. Les lacunes des données secondaires ont également été identifiées pour faciliter la collection des données primaires.

La collecte de données primaires s'est concentrée sur les entretiens avec les informateurs clés (KII) auprès d'experts de trois pays : le Nigeria, la Somalie et le Zimbabwe. Les KII sont des entretiens qualitatifs semi-structurés auprès de personnes ayant une connaissance approfondie des communautés du projet ou ayant une expertise spécifique dans les thèmes du projet. L'objectif des entretiens avec les informateurs clés était de recueillir des informations auprès d'une variété de parties prenantes ayant une connaissance experte de ce sujet, y compris des groupes et des organisations de la diaspora liés aux différents pays de l'étude de cas. Au total, 15 personnes représentant des organisations de diasporas, des gouvernements, des universités et des ONG (I) ont participé à ces entretiens.

Pays des études de cas

Les cinq études de cas qui constituent la base de cette étude ont été choisies pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ces pays représentent les différentes régions géographiques de l'Afrique : Nord, Est, Sud, Centre et Ouest. Deuxièmement, ce sont également des pays qui désignent un point de contact de la diaspora pour représenter le pays lors de l'intervention programmatique des réunions continentales de la Direction des citoyens et de la diaspora de l'Union africaine (UA CIDO). Troisièmement et de manière importante, ils sont encore peu étudiés et mal enregistrés, malgré l'engagement actif de ces communautés de la diaspora et la reconnaissance croissante de leur rôle dans diverses initiatives de développement, ainsi que dans les interventions lors de crises humanitaires dans les pays d'origine et ailleurs.

Les études de cas montrent comment les différents contextes et les différents types de crise conditionnent la manière dont la diaspora s'engage dans son pays d'origine, que ce soit en réponse à des crises d'origine humaine, à des catastrophes naturelles ou à des situations d'urgence complexes.

Résultats clés et discussion

Cette section présente les résultats clés des différentes études de cas menées en RD Congo, au Nigeria, en Somalie, au Soudan et au Zimbabwe.

Pays de l'étude de cas

RD Congo



Profil de la diaspora : Selon les estimations de la Banque mondiale, quelque 570 000 Congolaise vivent actuellement à l'étranger, dont 120 000 en Europe et en Amérique du Nord. Selon la fiche d'information de la Facilité mondiale pour la diaspora de l'Union européenne (EUDiF) (2020) sur la RD CONGO, le pays fait référence à sa diaspora en tant que Congolais de l'étranger, bien que le terme diaspora soit aussi parfois utilisé.

La diaspora congolaise s'est efforcée d'améliorer les conditions de vie dans son pays d'origine. En plus d'envoyer de vastes sommes d'argent dans le pays d'origine, ils se sont également efforcés d'exploiter le pouvoir de la diaspora pour le développement. En 2019, les membres de la diaspora congolaise ont organisé le premier sommet d'impact de la diaspora congolaise à New York. La mission du sommet était d'identifier les mesures pratiques que la diaspora congolaise peut prendre pour maximiser son capital, ses contributions humaines et financières et renforcer leur influence en République démocratique du Congo (RDC). En définissant l'impact, le groupe déclare qu'il s'efforce également de faciliter le gain de cerveaux et le développement accru en RDC ainsi que de contribuer à l'amélioration de l'éducation et de la prestation de soins de santé, autant d'activités qui pourraient s'avérer utiles dans le contexte de COVID-19.

Il existe des organisations, telles que la Convention des Congolais de l'étranger (CCE), une association internationale d'ONG sans liens politiques, religieux ou philosophiques spécifiques qui s'efforce de rassembler les personnes de nationalité ou d'origine congolaise (RDC). Il y a une prise de conscience que d'autres groupes de la diaspora font aussi cela et par conséquent, il y a un besoin perçu de créer une organisation représentant les Congolais à l'étranger et dans le pays d'origine pour améliorer la situation.

Nigéria



Profil de la diaspora : Le Nigeria a un taux de migration net de -0,3 migrants/1000 habitants de 2015 à 2020. Dans son projet de politique sur la diaspora, la Commission des Nigériens de la diaspora note qu'environ 15 à 17 millions de membres de la diaspora nigériane sont répartis dans le monde. Nombre d'entre eux se trouvent dans des pays avancés où ils travaillent comme professionnels dans les domaines de l'éducation, de la médecine, des TIC, du droit et de l'ingénierie.

La diaspora nigériane n'a pas ménagé ses efforts pendant la pandémie COVID-19, s'efforçant d'améliorer la situation dans leur pays d'origine et au sein de la communauté de la diaspora. Les contributions positives de la diaspora nigériane sont bien documentées ; la diaspora nigériane envoie déjà un énorme volume d'argent au Nigeria, la Banque mondiale estimant qu'en 2020, les transferts de fonds vers le Nigeria représentaient 2,9 % du PIB et dépassaient le budget fédéral annuel du Nigeria en 2019. Ce modèle d'envoi de fonds est également fondé sur les liens et les besoins familiaux et vise à soutenir ceux qui restent dans le pays d'origine. Parallèlement, ces mêmes raisons sont également mises à profit pour aider le pays d'origine en période de crise. Comme on peut s'y attendre lors d'une pandémie, un nombre important de professionnels nigériens du secteur de la santé publique et de la médecine ont participé à diverses initiatives pour aider la réponse du gouvernement nigérian au COVID-19 et d'apporter différentes formes d'assistance, allant des équipements de protection individuelle (EPI) aux dons de nourriture. Les fonds pour ces produits sont collectés au sein des associations professionnelles, des associations et des communautés de la diaspora, où une fois de plus, les individus ressentent le besoin de soutenir leurs compatriotes nigériens installés au pays.

Ces diverses initiatives comprenaient des partenariats avec des organisations gouvernementales telles que le Centre de contrôle des maladies du Nigeria (CDC Nigeria). Des professionnels nigériens de la santé publique, principalement installés aux États-Unis, ont collaboré étroitement avec le Nigeria CDC et le ministère de la santé pour trouver et donner des biens et du matériel destinés à la lutte contre la pandémie COVID-19. Les membres de la diaspora ont adressé des demandes au CDC Nigeria pour savoir comment ils pouvaient aider. Le CDC Nigeria répondait en indiquant les différents besoins (généralement sous forme de liste) et les membres de la diaspora nigériane faisaient ensuite don de ce qu'ils pouvaient trouver. En réponse à certains des besoins identifiés par le CDC Nigeria, la diaspora a fait don d'EPI et de ventilateurs, ainsi que de produits alimentaires pour aider à nourrir les communautés et les enfants. En outre, les Nigériens à l'étranger ont également offert leur expertise technique pour soutenir et compléter les efforts du gouvernement. Avant que les voyages ne soient limités, certains réseaux de professionnels de la santé nigériens installés aux États-Unis revenaient au Nigeria pour offrir une formation aux infirmières de l'école d'infirmières, dont la dernière initiative a eu lieu en 2020.

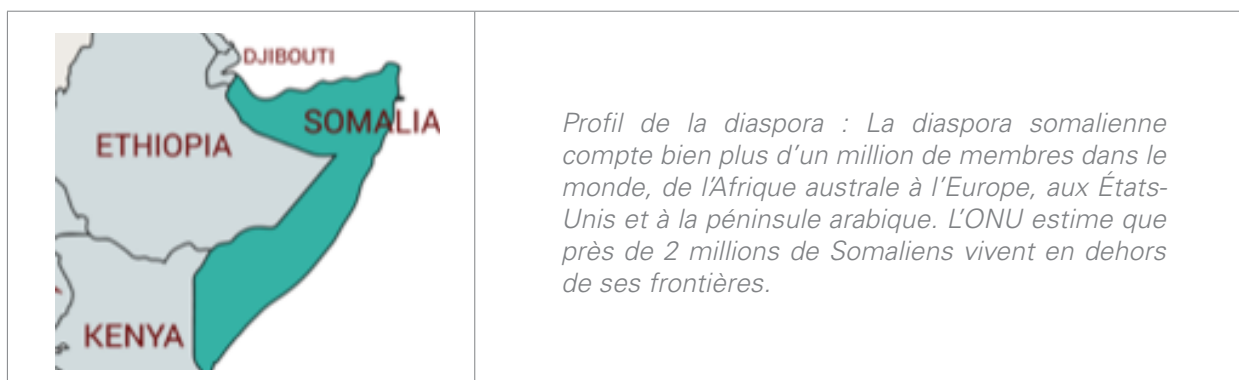
Les organisations de la diaspora nigériane ont également joué leur rôle en dissipant les mythes sur la pandémie COVID-19 par le biais de conversations et d'ateliers avec les membres de la communauté nigériane au Nigeria et au sein de la diaspora. Des professionnels du secteur de la santé publique, notamment l'Association conjointe des médecins nigériens en Amérique ont organisé divers ateliers via Zoom, WebEx et d'autres plateformes en ligne pour discuter des dangers réels de la pandémie COVID-19 et de combattre la désinformation qui circulait au sein des communautés nigérianes à l'étranger et au sein même du Nigeria. La diaspora nigériane

a reconnu ces efforts, et la Commission de la diaspora a mis en évidence des exemples de collaboration avec la diaspora pour contrer les théories du complot. De plus, avec la mise en place des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale, la possibilité limitée de voyager a donné lieu à diverses formes de « télémédecine ». Tout porte à croire que si la fermeture des frontières n'avait pas eu lieu, beaucoup plus d'initiatives de renforcement des capacités en personne auraient été mises en œuvre.

Étude de cas : L'Organisation des Nigériens de la Diaspora (NIDO)

L'Organisation des Nigériens de la Diaspora (NIDO) est présente en Amérique, en Europe, en Asie et en Afrique. Elle a été créée pour exploiter les compétences, l'exposition et l'expertise des résidents nigériens en dehors de leur pays d'origine. La NIDO a joué un rôle important dans la réponse à la pandémie COVID-19 au Nigeria en collaboration avec la diaspora. Elle affirme par exemple avoir modifié ses buts et objectifs en raison du fait que « des temps sans précédent exigent des mesures sans précédent » en réponse à la pandémie. L'organisation appelle désormais à davantage de transferts financiers pour compléter le succès de ses initiatives. La section sud du Royaume-Uni de l'organisation a également mis en place une « équipe de bons voisins » pour offrir des conseils et une assistance aux Nigériens et aux amis des Nigériens vivant au Royaume-Uni qui sont touchés par la pandémie COVID-19. En outre, cette équipe de bons voisins est composée de la « Volontaire active en réponse à la pandémie COVID-19 » de NIDO UK, qui a été formée pour répondre instantanément aux demandes, aux indications, aux références ou d'offrir d'assistance aux personnes touchées, en fonction de la complexité de la demande.

Somalie



Profil de la diaspora : La diaspora somalienne compte bien plus d'un million de membres dans le monde, de l'Afrique australe à l'Europe, aux États-Unis et à la péninsule arabique. L'ONU estime que près de 2 millions de Somaliens vivent en dehors de ses frontières.

La Somalie a connu une baisse générale des envois de fonds pendant la pandémie COVID-19 pour diverses raisons, notamment l'impact économique et social que la pandémie a eu sur sa diaspora. Selon Dr Yusuf Sheikh Omar, cette baisse a également été attribuée à d'autres raisons, telles que le fait de vivre dans de grands ménages intergénérationnels, la méfiance envers les autorités pour leur fournir des soins appropriés dans les hôpitaux ainsi que la surreprésentation de la diaspora somalienne dans les emplois de première ligne. Parmi les autres défis à relever, citons les obstacles au transfert de fonds vers la Somalie en raison de la sécurisation accrue, ce qui oblige les membres de la diaspora à revenir à l'envoi de valises d'argent liquide. Même si les services bancaires mobiles sont privilégiés, ils ne sont pas toujours accessibles.

En outre, les personnes interrogées ont affirmé que les restrictions imposées au système hawala ont également réduit le montant que l'on peut envoyer à un moment donné, ce qui limite les transferts à un équivalent de 350 USD par transaction (car il existe peu de possibilités de retirer l'équivalent en USD en Somalie). La Somalie ne disposant pas d'un système bancaire pleinement fonctionnel lié aux institutions financières internationales, les opérateurs de transfert d'argent somaliens (MTO) ont recours à des structures commerciales formelles et au capital social pour faire entrer de l'argent liquide dans le pays ; cette activité s'est arrêtée lorsque les frontières ont été fermées. Cette pratique s'est arrêtée lorsque les frontières ont été fermées, ce qui a entraîné une réduction drastique de la disponibilité de l'argent en Somalie, de sorte que les personnes ayant les moyens d'envoyer de l'argent ont été confrontées à des difficultés.

L'importance de la diaspora en tant que partie prenante cruciale en Somalie est reconnue au niveau du gouvernement. En 2013, le Bureau des affaires de la diaspora a été officiellement annoncé comme un département du ministère des Affaires étrangères. Ce département coordonne le renforcement de la participation de la diaspora au sein du gouvernement. Il s'agit notamment de servir de point de contact pour orienter les demandes de la diaspora vers les bonnes agences gouvernementales. Le gouvernement somalien élabore actuellement une politique de la diaspora visant à faciliter l'engagement, l'investissement et la réinsertion, qui devrait être lancée à la fin de 2021.

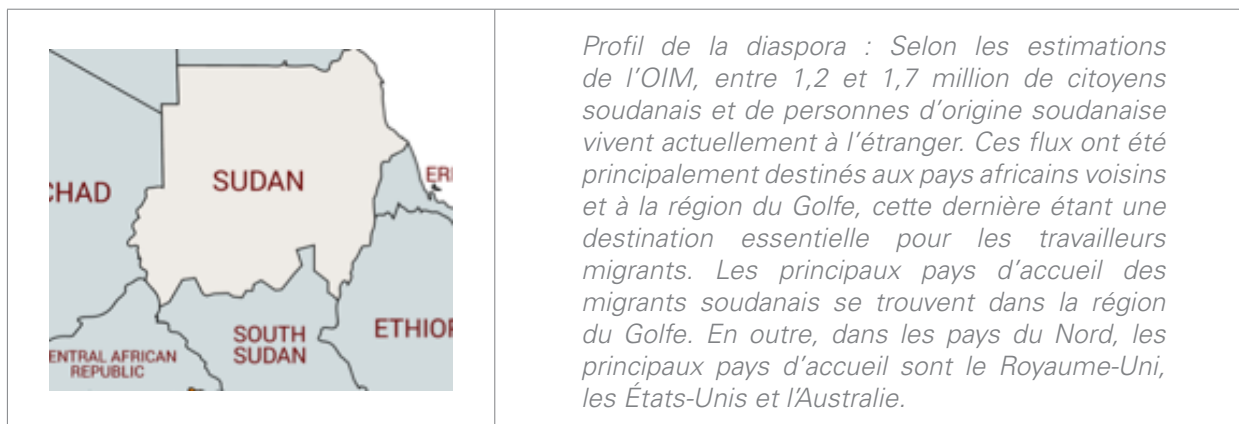
En 2020, la Somalie a été confrontée à de multiples crises humanitaires, notamment des inondations, des invasions de criquets et la pandémie COVID-19. En réponse à cette dernière, le gouvernement somalien a créé un comité de coordination au sein du bureau du Premier ministre, qui comprenait un représentant du bureau des affaires de la diaspora. Ce dernier a été particulièrement important dans la mesure où, malgré une diminution des envois de fonds due aux diverses fermetures de frontières et autres restrictions de déplacement similaires, le ministère a constaté une augmentation significative de l'engagement de la diaspora. Plus particulièrement, parmi ceux qui souhaitaient offrir leurs compétences pour volontariat à distance/en ligne (par exemple, la fourniture de télé-médecine) est devenu de plus en plus populaire. Toutefois, en raison de capacités limitées, la possibilité de soutenir l'engagement de la diaspora a été insuffisante.

On a également constaté une utilisation accrue des médias sociaux et des plateformes en ligne par la diaspora somalienne, notamment les professionnels du secteur de la santé installés en Europe qui ont organisé des ateliers où ils ont discuté de la pandémie COVID-19 et de ses impacts. Les ateliers ont également été mis à profit pour partager des informations et pour déboulonner et dissiper les mythes et la désinformation sur la pandémie. En outre, des pages GoFundMe ont été utilisées pour collecter des dons à envoyer en Somalie. Bien que ces pages soient pratiques selon les personnes interrogées, elles n'ont pas eu beaucoup de succès car la plupart des dons au sein des communautés de la diaspora somalienne sont basés sur la confiance et sont également personnalisés. Pourtant, si les gens ne se rencontrent pas en personne, il devient difficile de maintenir ou de créer ces liens importants pour établir la confiance.

L'ancienne génération de membres de la diaspora somalienne n'a pas confiance dans l'utilisation des plateformes en ligne pour les dons philanthropiques, ce qui n'est pas un problème pour les jeunes générations. Les générations plus âgées "préfèrent des moyens d'engagement plus personnalisés", et savent à qui ils envoient l'argent et qui en bénéficiera. La religion joue également un rôle extrêmement important dans la collecte de dons pendant le Ramadan, les mosquées jouant un rôle significatif à cet égard ; une méthode qui n'est pas nécessairement disponible pour le moment en raison des restrictions imposées aux déplacements des personnes et de leur présence en grand nombre dans les lieux publics.

La diaspora somalienne a en revanche lancé plusieurs projets. L'organisation mondiale de la diaspora somalienne (GSD) a organisé une série de séminaires en ligne sur le thème « la pandémie COVID 19 et les questions humanitaires en Somalie », destinés à la fois à la diaspora et aux parties prenantes en Somalie. Himilo Relief and Development Association, basée aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, gère des services de santé essentiels dans la région de Gedo en Somalie, notamment la chaîne du froid locale pour les vaccinations, qui sera très importante pour le déploiement du vaccin COVID. Le Conseil danois pour les réfugiés gère également un programme d'engagement de la diaspora qui facilite, soutient et renforce le rôle de la diaspora dans la fourniture d'une aide humanitaire efficace, le redressement et les agents de développement. L'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) finance également deux programmes destinés à l'importante diaspora somalienne en Suède, permettant aux Somaliens suédois de contribuer à la reconstruction de la Somalie. La SIDA gère également un programme de petites subventions pour aider les groupes de la diaspora somalienne en Suède à mener à bien les activités de développement de la Somalie.

Soudan



La diaspora soudanaise s'est engagée dans la réponse humanitaire dans le pays depuis de nombreuses années. Les envois de fonds financiers vers le Soudan ont été estimés à 271 millions de dollars en 2018 par la Banque mondiale. Dans un récent rapport du PNUD, les transferts de fonds financiers (formels plus informels) vers le Soudan ont été estimés à 2,9 milliards de dollars pour 2017 et 2018 (PNUD, 2020). Cela montre combien d'argent échappe souvent aux données officielles, car la plupart des transferts ne sont pas effectués par le biais du système bancaire traditionnel, en raison du manque de confiance. De plus, le Soudan a déjà été inscrit par les États-Unis sur la liste des "États soutenant le terrorisme" et son accès aux services bancaires est limité.

En revanche, les relations avec le précédent gouvernement étaient pour la plupart tendues, ce qui a limité certains engagements de la diaspora. Depuis la révolution de 2018/2019, la diaspora s'est engagée de manière beaucoup plus importante. Les groupes et réseaux de la diaspora soudanaise ont été impliqués dans le conseil au soulèvement populaire et à la nouvelle alliance des Forces de la liberté et du changement (FFC) en matière de plaidoyer, de gouvernance et de sensibilisation des médias.

Le Soudan s'engage depuis longtemps auprès de sa diaspora par le biais du Secrétariat des Soudanais travaillant à l'étranger (SSWA). Avec la nouvelle gouvernance, certains changements sont déjà en cours, tels que des consultations de proximité avec la diaspora soudanaise dans le monde entier et la protection des citoyens bloqués en raison de la pandémie COVID-19 fermeture des frontières (OIM, 2020). Le pays devait commencer à élaborer en 2020 une politique officielle en matière de diaspora et consulter sa diaspora dans le monde entier pour mettre au point de nouveaux dispositifs et incitations visant à encourager les flux de ressources, le transfert de compétences et le retour productif de la diaspora. L'apparition de la pandémie coronavirus en mars 2020 a donné un caractère d'urgence supplémentaire à cette action. Les professionnels du secteur de la santé soudanais installés au Canada, au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans les États du Golfe ont tous participé activement à la mobilisation de fournitures médicales et autres. En particulier, les professionnels de la santé de la diaspora ont été les premiers à apporter leur soutien, notamment par l'échange de connaissances, pour gérer la maladie.

Zimbabwe



Profil de la diaspora : Au cours des deux dernières décennies, les communautés de la diaspora du Zimbabwe ont connu une croissance exponentielle en raison de l'instabilité et de la crise politique et économique du pays. Environ un tiers de la population (3 à 4 millions) a quitté le pays entre 2000 et 2010 (OIM, 2010), les Zimbabweens s'installant dans les pays limitrophes ainsi que dans certains pays aussi éloignés tels que le Royaume-Uni et les États-Unis.

En 2020, la Banque mondiale a estimé que les Zimbabweens vivant à l'extérieur du pays envoyaient un total de 9,9 % du PIB du pays sous forme de transferts financiers ; ce qui représente une part considérable de l'économie. A l'instar des Nigériens basés à l'étranger, les Zimbabweens ont également participé à différentes initiatives visant à soutenir les efforts déployés dans le pays et au sein de la diaspora pour dans le cadre de la lutte contre COVID-19. Au nombre des groupes actifs dans ce domaine figurent des professionnels de la santé publique et des universitaires zimbabweens basés à l'étranger. Ces groupes ont collectivement dissipé les mythes concernant COVID-19, ont combattu la désinformation et la diffusion de "fausses nouvelles" par le biais des médias sociaux.

La plupart d'entre eux ont fait valoir que les personnes dans le pays d'origine supposent que COVID-19 est un problème occidental et que certaines personnes n'ont pas encore fait l'expérience personnelle de l'impact négatif du COVID-19. Cela a conduit à la diffusion d'informations inexacts sur la maladie, telles que son mode de transmission et ses taux de mortalité. Les professionnels de la santé zimbabweens de la diaspora ont utilisé des plateformes de communication en ligne pour communiquer avec les communautés de la diaspora et du Zimbabwe. Certains des ateliers sur plate-forme Zoom ont initialement attiré un grand nombre de personnes (près de 1000 participants dans certains cas), bien que ce nombre diminue progressivement. Ces ateliers sont animés par des professionnels de la santé qui partagent des informations sur la pandémie ainsi que les voies et moyens de se protéger, mais ils servent également de plates-formes collectives de discussion des meilleures pratiques.

Au même moment, des universitaires zimbabweens au Royaume-Uni ont saisi l'occasion de collecter des données lors de ces ateliers. Ces ateliers leur ont permis d'analyser les données et de produire des publications susceptibles d'être partagées ultérieurement avec la diaspora zimbabweenne et la diaspora africaine en général, ainsi qu'avec les communautés du Zimbabwe. Ces universitaires ont déclaré que l'objectif consistait à partager et à enregistrer les expériences zimbabweennes d'un point de vue zimbabween. Les membres de la diaspora zimbabweenne ont également tenté de communiquer avec le gouvernement sur plusieurs fronts, notamment auprès des ambassades sises dans les différents pays où ils se sont installés. Certaines des personnes interrogées ont souligné qu'elles avaient mis à profit leur expertise et recommandé au gouvernement zimbabween de mettre en place des mesures de confinement national pendant les premiers jours de COVID-19, ce qui n'a malheureusement pas été pris en compte par le gouvernement.

En outre, les organisations de la diaspora ont également pris part à différentes initiatives, notamment des tentatives de renforcement des capacités dans le secteur de la santé du Zimbabwe, par le biais de la formation des professionnels de la santé. A l'instar des Nigériens, les Zimbabwéens basés à l'étranger se sont efforcés de développer les compétences des professionnels de première ligne et d'accroître leur capacité à faire face à la pandémie de COVID-19. En outre, il existe d'autres initiatives par lesquelles les Zimbabwéens basés à l'étranger s'efforcent de soutenir les familles, notamment en leur fournissant des biens et des produits alimentaires en réponse aux perturbations du secteur de l'économie informelle (dus à COVID-19), où la plupart des Zimbabwéens trouvent leur gagne-pain. Une organisation zimbabwéenne au Royaume-Uni [nom omis] travaille avec des alliés inattendus, tels que des adultes âgés ayant des responsabilités de prestations de soins, en les soutenant et en les aidant à nourrir leurs petits-enfants ; elle fait valoir qu'elle supprime les intermédiaires et offre une assistance directe lorsqu'il s'avère nécessaire. L'organisation soutient également les foyers dirigés par des enfants pendant cette période et les aide à s'assurer que, sur le plan nutritionnel, eux-mêmes et les personnes à leur charge bénéficient du soutien nécessaire. Ces initiatives suscitent de l'intérêt au Zimbabwe et bénéficient du soutien en espèces et en nature de donateurs à l'intérieur du pays.

Principales tendances de l'engagement de la diaspora africaine dans l'action humanitaire

Motivations d'être des parties prenantes

La plupart des personnes interrogées dans la diaspora ont été élevés dans un « esprit d'appartenance à l'Afrique ». Ils ont exprimé le sentiment qu'il leur incombe de veiller à ce que la situation dans leur pays d'origine soit traitée. Des arguments ont été avancés quant au fait que tout le monde est considéré comme frères et sœurs, bien que provenant de communautés différentes, et qu'il s'agit d'un devoir moral de s'entraider et de prendre soin les uns des autres. Les participants dans les pays d'origine ainsi que les universitaires ont également repris ce point de vue en affirmant « l'entraide africaine » s'inscrit dans le contexte culturel. C'est notamment le cas des membres de la diaspora qui ont grandi dans ces contextes culturels, que ce soit dans les pays d'origine ou d'installation. La diffusion des idées et des croyances entre les pays d'origine et les pays d'installation vient également corroborer cette constatation. Les expériences de la diaspora en matière de différents types de gouvernance peuvent potentiellement être reproduites et partagées dans le pays d'origine par le biais d'interactions et d'engagements différents (Boccagni et al., 2016). Il faudrait également noter la reconnaissance de la présence de membres de famille dans le pays d'origine et le fait de ne pas souhaiter qu'ils « souffrent ». Ceux qui sont nés à l'étranger dans les pays d'installation ont fait valoir qu'ils ont participé à l'amélioration de la situation dans les pays d'origine afin qu'ils soient acceptés et « ne soient pas méprisés. »

L'échange des connaissances

L'échange des connaissances, la dissipation et la lutte contre les mythes concernant COVID-19, y compris la sensibilisation - entre les communautés de la diaspora et les pays d'origine - constituaient des pratiques familières dans tous les pays ayant fait l'objet d'une étude de cas. La plupart des membres de la diaspora africaine, en particulier ceux qui travaillent dans le domaine de la santé publique et de la médecine, ont participé à différents ateliers en ligne pour contribuer à dissiper les mythes au sujet de COVID-19. Grâce à leur connectivité, les communautés de la diaspora et celles de leurs pays d'origine respectifs ont la possibilité de partager des informations de toutes sortes.

« La capacité des plates-formes sociales, telles que Zoom, et WebEx ainsi que tout autre réseau créatif ont permis de contribuer à la sensibilisation au COVID. En effet, il s'agit manifestement d'un phénomène nouveau, mais dont les manifestations sont connues. La plupart des informations étaient très rares, et la plupart des gens n'avaient aucune idée des résultats (en particulier des résultats probables) et des effets à long terme. Nous avons par conséquent créé un programme de sensibilisation dans le cadre duquel [moi-même], des États-Unis, quelques autres acteurs du Royaume-Uni et du Nigéria se sont réunis et se sont exprimés dans différents dialectes nigériens, notamment en igbo, haoussa, et bien d'autres langues.

Nous avons pu mettre au point un court publiereportage ou quelque chose du genre, ou qu'on pourrait ainsi appeler. Il s'est très vite propagé et nos concitoyens ont pu être avisés que Covid est une maladie mortelle. Il faut se laver les mains. Observer la distanciation physique, le port du masque et autres mesures préventives ».
(Universitaire nigérian)

La fermeture des frontières a mis fin aux possibilités de faire du bénévolat dans les pays d'origine. Ces activités peuvent être considérées comme une sorte de transfert de capital social (Levitt, 1998), car il s'agit d'idées partagées et transférées vers les pays d'origine par les membres de la diaspora. Les confinements ont également favorisé l'utilisation des médias sociaux et de la communication mobile, ainsi que d'autres plateformes similaires permettant aux membres de la diaspora et aux communautés des pays d'origine de rester en contact. Ce qui facilité le passage du volontariat en personne à l'utilisation des médias sociaux et d'autres plates-formes en ligne telles que Zoom et WebEx pour informer les communautés de la pandémie de COVID-19. Cette démarche s'est heurtée à des difficultés, notamment parce que tout le monde n'est pas connecté à Internet, en particulier dans les pays d'origine. Les personnes vulnérables qui avaient besoin d'en savoir plus sur COVID-19 n'ont pas accès aux plates-formes et ne possèdent pas non plus l'équipement ou la connectivité nécessaires pour participer aux débats sur la plate-forme Zoom.

Mobilisation des ressources (philanthropie)

Bien que la pandémie de COVID-19 ait produit un impact sur la capacité de créer des réseaux et de collecter des biens pour en faire des dons (certains dons provenaient de collectes physiques de biens - par le biais d'organisations religieuses - comme dans le cas de la Somalie, par exemple). Il s'est avéré également nécessaire de collecter des ressources et des fonds par le biais de plates-formes en ligne et de personne à personne. Les groupes de la diaspora se sont réunis pour envoyer des biens tels que des équipements de protection individuelle (EPI) aux établissements de santé des pays d'origine ; ils les ont également envoyés directement aux familles. Dans certains cas, ils ont utilisé des réseaux personnels pour faciliter l'acheminement de biens de l'étranger vers les pays d'origine, notamment à l'occasion des voyages de membres de famille qui rentraient dans leurs pays d'origine (avant l'introduction des restrictions de voyage aussi bien dans les pays d'installation que dans les pays d'origine).

La fermeture des frontières a limité ces activités, car la plupart des groupes de la diaspora n'avaient aucun moyen d'acheminer des biens. Dans certains cas, par exemple, la diaspora zimbabwéenne a tenté de prendre contact avec l'ambassade du Zimbabwe à Londres afin de faciliter le transfert de biens et de s'assurer qu'aucun droit de douane ne devait être payé. Par ailleurs, le gouvernement nigérian a formulé des recommandations à la diaspora sur les voies et moyens d'éviter le paiement des droits de douane ou les retards de livraison ou d'acheminement. La mobilisation des ressources repose sur la confiance et les relations à long terme entre les membres de la diaspora eux-mêmes, car il s'agit généralement d'une question d'argent. Certains membres ne se montraient guère accueillants, lorsqu'il s'agit d'interagir avec de nouveaux visages et étaient assez sceptiques quant aux initiatives menées par des personnes qu'ils ne connaissaient pas ; Cet état de choses a produit un impact sur la portée et l'efficacité des actions entreprises sur le terrain (peu de ressources sont généralement collectées pour les projets d'action rapide, par exemple)

Envois de fonds

Les transferts de fonds familiaux ont été maintenus, même à des niveaux réduits, par la diaspora congolaise et la diaspora zimbabwéenne. Les communautés de la diaspora ont continué à envoyer de l'argent à leurs familles dans les pays d'origine, car elles se sentaient obligées de prêter assistance à leurs proches. Toutefois, comme indiqué précédemment, la diaspora somalienne et la diaspora soudanaise ont rencontré des difficultés pour transférer de l'argent au Soudan. Les envois de fonds ont par conséquent chuté d'un tiers en 2020 (voir le tableau ci-dessous).

Ce niveau d'envoi de fonds est d'autant plus préoccupant que certains membres de la diaspora se trouvent dans une situation économique difficile dans les pays d'installation. Par exemple, certains membres de la diaspora ont été mis au chômage ou n'ont pas pu accéder aux fonds publics en raison des restrictions de visa. Les personnes interrogées de la diaspora ont fait observer que des collègues ont perdu leurs emplois et, dans certains cas, ont contracté COVID-19 ; ce qui a eu un impact négatif sur leur capacité immédiate de fournir un soutien financier à leurs familles dans leurs pays d'origine.

Le tableau ci-dessous présente les niveaux d'envois de fonds (par les voies formelles) au titre des années 2019 et 2020 pour les cinq pays couverts par cette étude. Ce tableau illustre une baisse significative due aux restrictions liées à la pandémie de covid-19 en 2020.

Pays	Valeur (million de \$ US) Octobre 2019	Valeur (million de \$ US) Octobre 2020	% d'écart
Nigéria	25,368	20, 971	-17%
Somalie	No data available	No data available	N/A
Zimbabwe	1,773	1,730	-2%
Soudan	555	370	-33%
RD Congo	1,945	1,931	-1%

TFlux totaux des envois de fonds (Source : Banque mondiale 2019 and 2020)

Le volontariat dans le pays d'origine

Comme indiqué précédemment, les membres de la diaspora n'ont pas pu se rendre dans leurs pays d'origine pour faire du bénévolat ou offrir leurs compétences en personne, en raison de la fermeture des frontières et du confinement national dans la plupart des pays d'installation. Toutefois, dans le cas des médecins nigériens établis aux États-Unis, certains ont pu se rendre au Nigéria au début de la pandémie en 2020, avant que la plupart des pays n'instaurent des mesures de confinement et d'interdiction de voyage. Comme mentionné plus haut, les interdictions de voyage et les confinements imposés en raison de la propagation de la pandémie ont fini par constituer un obstacle pour ceux qui auraient normalement donné de leur temps. Par conséquent, une grande partie des actions de volontariat de la diaspora se sont entreprises (dans la mesure du possible) en ligne. La plupart des personnes interrogées ont fait remarquer que c'est pour cette raison qu'elles se sont tournées vers les médias sociaux et d'autres plateformes en ligne pour partager leurs connaissances et leur expertise.

Mise en œuvre et coordination

Il existe vraisemblablement une pléthore d'initiatives fragmentées en réponse aux crises. C'est un fait que les groupes de la diaspora reconnaissent eux-mêmes. Les personnes interrogées de la diaspora n'ont pas manqué de souligner la nécessité d'améliorer les mécanismes de

coordination entre eux, leurs pays d'origine et l'Union africaine. Ils ont également suggéré que leurs pays d'origine et l'Union africaine pourraient contribuer à faciliter cette coordination. L'une des personnes interrogées a donné l'exemple suivant sur la manière dont cette coordination pourrait être réalisée:

Nous devons avoir ce que j'appelle la zone verte. Quand vous prenez l'exemple de la Syrie, il s'agit d'un pays fragile [...] quand vous observez ces environnements où se déroulent des conflits, l'action humanitaire consiste à créer une zone verte; et une zone verte constitue essentiellement le lieu où, comme vous savez, les humanitaires comme moi interviennent. Nous intervenons dans cette zone et c'est là où nous vous apportons de la nourriture. Sans se soucier pas de savoir qui ou quel parti cette personne soutient. L'on se contente d'apporter une aide matérielle en cas de besoin. L'on se contente de donner son avis, et c'est tout. Nous devons créer des zones vertes [...] pour que la diaspora puisse intervenir librement.... (Diaspora zimbabwéenne)

Ce qui est suggéré ici, c'est que dans certains pays où les gouvernements ne semblent pas vraiment faire confiance à leur diaspora sur le plan politique, les gouvernements pourraient développer des moyens de neutraliser ou d'éliminer complètement la partisanerie en créant des espaces dans lesquels la diaspora peut intervenir. Il s'agit essentiellement de souligner derechef l'importance d'un espace neutre où les diasporas ne se concentrent pas seulement sur les besoins de leurs communautés, mais où elles ne craignent pas d'être mises en danger parce qu'elles apportent de l'aide.

Options durables, partenariats et solutions locales

Il est également nécessaire de créer des solutions durables aux défis auxquels sont confrontés les pays d'origine en se focalisant sur des réponses supplémentaires à plus long terme, comme l'a fait remarquer un membre de la diaspora:

Vous savez, les solutions locales ont tendance à être, je pense, les plus durables... il est temps pour nous de prendre notre propre destin en main, de trouver des solutions locales à nos problèmes, parce que nous savons quels sont les problèmes... et surtout, nous connaissons le contexte, nous connaissons les particularités. Et plus tôt nous en arriverons là, mieux ce sera. Ce ne sera peut-être pas de notre vivant, nous en sommes conscients. Qui sait ? Mais je suis optimiste, car le plus important dans cette aventure de milliers de kilomètres, c'est d'esquisser le premier pas.

La citation ci-dessus montre que les membres de la diaspora comprennent qu'ils disposent des outils et de la connaissance des contextes dans leurs pays d'origine respectifs. Ils sont également prêts à constituer un levier, en soutenant ceux qui se trouvent dans leurs pays d'origine afin de garantir que les solutions aux crises soient trouvées dans les pays d'origine. Les diasporas font déjà promouvoir le Programme d'adaptation/contextualisation locale défini dans le Grand Compromis lors du Sommet humanitaire mondial de 2016.

Un tel programme être difficile à réaliser mais peut être fondé sur de bonnes relations entre les groupes de la diaspora et les agences internationales. L'on pourrait soutenir qu'il retire l'appropriation et pourrait ralentir les temps d'intervention de la diaspora. Cependant, la diaspora a la possibilité d'influencer l'action humanitaire des agences internationales ayant leur siège dans leurs pays d'installation. Dans ce cas, puisque les groupes de la diaspora connaissent le contexte, les agences internationales peuvent alors créer des stratégies éclairées par les "locaux", ce qui pourrait conduire à des solutions plus durables.

Lien entre l'humanitaire et le développement

L'architecture humanitaire existante remet en question l'engagement des diasporas, surtout en raison du fait qu'elle est axée sur l'aide à court terme aux personnes confrontées à des crises d'urgence. Or, les crises humanitaires peuvent durer de nombreuses années, voire des décennies, lorsqu'il s'agit d'urgences complexes. Le Soudan, par exemple, compte des populations déplacées à l'intérieur du pays depuis plus d'une décennie (Assal, 2008 ; Gamal Eldin, 2020). En outre, les initiatives de développement et de renforcement de la résilience à long terme sont souvent interrompues, alors qu'il est essentiel de s'attaquer aux facteurs sous-jacents, socio-économiques et autres, qui ont conduit à une crise. Ainsi, au lieu d'envoyer les acteurs humanitaires pour fournir une assistance à court terme pendant des mois et des années, il est nécessaire de toujours penser à une transition vers le développement, quelle que soit la nature de la crise humanitaire.

Ce qui ressort clairement des discussions et des travaux antérieurs sur l'humanitarisme des diasporas, c'est que les communautés diasporiques opèrent de manière homogène entre les initiatives de développement et les initiatives humanitaires, de telle sorte que la distinction n'est parfois pas pertinente (Ahmed et Asquith, 2020 ; DEMAC, 2016). À cet égard, l'engagement des diasporas doit tenir compte du fait qu'elles ne font pas nécessairement la distinction entre les actions de développement et les actions humanitaires. En effet cela peut être plus propice lorsqu'il y a des besoins accrus de répondre aux crises et de renforcement de la résilience.

Confiance et réseaux transnationaux

La confiance est une caractéristique majeure parmi les personnes interrogées au sein des diasporas. Cela ne se limite pas à la confiance entre le gouvernement et la diaspora. Elle s'étend également à la confiance entre les groupes de la diaspora eux-mêmes et avec les partenaires de mise en œuvre et les communautés sur le terrain. Comme indiqué précédemment, les membres de la diaspora ont affirmé qu'il était parfois difficile de collecter des fonds, car les réseaux personnalisés avaient été supprimés en raison des fermetures et les gens ne voulaient pas travailler avec des personnes qu'ils ne connaissaient pas.

Pour y remédier, on pourrait créer des consortiums qui travailleraient directement avec différentes organisations, petites ou grandes, qui pourraient servir de lien entre les différentes organisations de la diaspora. L'Initiative de la diaspora zimbabwéenne pour l'édification de la nation (ZDNBI) en est un exemple. Cette organisation mondiale de la diaspora cherche à unir et à coaliser la diaspora zimbabwéenne, indépendamment de sa situation géographique. La ZDNBI propose aux présidents des autres organisations sous son égide de faire partie de son comité exécutif afin de contribuer à la réalisation de son programme. Cela pourrait aider à gérer les problèmes de confiance et à galvaniser les groupes de la diaspora.

En outre, il faut également tenir compte de l'importance des réseaux de confiance informels et transnationaux que les groupes de la diaspora utilisent pour combattre la méfiance. De nombreuses organisations sont basées sur les anciens étudiants de telle ou telle école ou université et parfois sur les rapatriés qui vivaient à l'étranger. On a fait valoir que le recours à des rapatriés augmente la confiance ; ils se connaissent personnellement, comprennent la nature de la vie à l'étranger et les difficultés que rencontrent les communautés de la diaspora. La création de tels réseaux transnationaux pourrait également contribuer à réduire les problèmes de méfiance/de défiance dans les différents engagements des diasporas.

La voie à suivre : Conclusion et recommandations

Il existe de nombreuses possibilités de collaboration et de synergies potentielles entre les gouvernements, les organisations nationales et internationales, le secteur privé et les communautés de la diaspora pour améliorer la réponse humanitaire. Il existe également des possibilités d'amplifier la contribution du capital humain et des ressources financières de la diaspora à la résolution des crises humanitaires. Pourtant, ces opportunités semblent actuellement manquer et il est nécessaire d'écouter les voix des diasporas.

Il existe des tendances clés dans l'humanitarisme de la diaspora qui peuvent aider à formuler certains de ces aspects. Alors que chacun s'adapte à la nouvelle normalité issue de la pandémie COVID-19, l'action humanitaire et la manière dont elle est mise en œuvre sont passées au crible. L'architecture des réponses humanitaires mondiales se heurte à de nombreux défis, tels que la réduction des financements, la multiplication des besoins et des demandes et l'augmentation des crises complexes.

Le mouvement Black Lives Matters est un autre tournant qui a initié des discussions essentielles dans le secteur de l'ONU et des ONGI sur le racisme et les privilèges, principalement dans le Nord global. En outre, cela soulève également la question de savoir comment le système actuel reflète et conserve la dynamique du pouvoir (néo)colonial du "nous" et du "eux". C'est une occasion cruciale pour les États membres de l'UA de se pencher sur la question de l'utilisation et de l'allocation des ressources de la réponse humanitaire. Cela inclut les contributions de la diaspora et la mise en place de mécanismes pour une meilleure coordination entre la diaspora et les acteurs humanitaires institutionnels.

Le maintien du statu quo dans la réponse aux crises, notamment une coordination inadéquate avec les autres acteurs humanitaires, peut conduire à des interventions inappropriées ou inutiles ou à une duplication des efforts. De plus, il s'agit d'un domaine essentiel dans lequel les institutions de l'Union africaine peuvent jouer un rôle crucial en facilitant la réponse humanitaire de la diaspora, qui peut non seulement être destinée aux pays d'origine mais aussi aux crises dans d'autres pays.

Nous présentons ci-dessous les recommandations suivantes qui peuvent soutenir des réponses humanitaires de la diaspora plus importantes et plus efficaces en Afrique :

Recommandation à court terme

Les États membres de l'UA et les autres acteurs humanitaires doivent se concentrer sur le lien entre l'humanitaire et le développement en tant que modalité essentielle de l'engagement des diasporas.

Les gouvernements devraient considérer leurs communautés de diasporas comme des investisseurs financiers et des partenaires de développement et d'envisager leur rôle dans le lien entre l'humanitaire et le développement. C'est une stratégie moins explorée par la plupart des gouvernements, mais qui peut contribuer à tirer parti de la diaspora et à l'engager tant pour les crises que pour les résultats généraux du développement.

Les politiques relatives aux diasporas doivent inclure une composante d'action humanitaire

Il est essentiel de considérer la diaspora comme étant plus que des investisseurs. Pour ce faire, il faut mettre l'accent sur le lien entre l'humanitaire et le développement afin de tirer parti de la diaspora tant pour les crises que pour les résultats généraux du développement. Aujourd'hui, la plupart des politiques se concentrent principalement sur l'engagement des diasporas dans les initiatives de développement. Toutefois, peu d'efforts sont déployés pour soutenir la mise en œuvre efficace des activités humanitaires qui présentent souvent des défis spécifiques liés à la nécessité de déployer efficacement les acteurs et les ressources de la diaspora dans un contexte d'urgence.

De même, les politiques devraient comporter un volet consacré à la protection des communautés vulnérables de migrants et de diasporas, ce qui est devenu beaucoup plus évident pendant la pandémie COVID-19. Il s'agit des personnes qui ont perdu leurs moyens de subsistance et se sont retrouvées bloquées dans différents pays en raison de la fermeture des frontières. L'assistance fournie doit être axée sur les besoins spécifiques des communautés, comme l'aide juridique et le rapatriement. En outre, c'est l'occasion pour les États membres et les institutions de l'UA de négocier des politiques et des accords qui garantissent une meilleure protection des migrants et de la diaspora.

Renforcer la coordination et l'engagement des diasporas au sein des institutions de l'Union africaine

Une coordination est nécessaire pour coaliser tous les efforts des groupes de la diaspora à partir du même pays d'origine afin d'accroître l'impact. Cette coordination existe déjà et peut être élaborée au niveau des États membres pour tenir compte de leur contexte et de leurs priorités spécifiques.

La possibilité existe également d'élaborer un cadre général pour orienter les institutions de l'Union africaine et, par extension, pour soutenir les États membres afin de garantir une action humanitaire renforcée grâce à une coordination plus étroite. Un cadre d'action commun devrait être élaboré pour structurer la coordination entre les agences, telles que l'UA-CIDO et le CDC Afrique. Il peut être utilisé à des fins de prévision future, comme le renforcement des effectifs de santé publique et leur déploiement pendant les crises sanitaires.

Sensibiliser les ONG, les gouvernements et les organisations interétatiques aux initiatives humanitaires de la diaspora

Alors qu'il existe un grand enthousiasme pour s'engager et soutenir les initiatives humanitaires de la diaspora africaine, les activités de soutien sont souvent peu claires. Les ONG de la diaspora, les agences gouvernementales et les organisations interétatiques (telles que l'UA) devraient toutes avoir des points d'entrée clairs pour faciliter l'engagement sur leur site web, signaler les endroits où l'on peut faire des dons, ou fournir des mécanismes d'engagement et d'autres formes de soutien.

Reconnaissance de la diversité des diasporas

Tous les acteurs, y compris les organisations de diasporas doivent reconnaître que les différents groupes de diasporas ont des besoins différents. Les modalités d'engagement des diasporas doivent également répondre aux différents publics cibles, par exemple, les générations plus âgées qui peuvent avoir besoin d'un point de contact dédié en tant qu'intermédiaire de confiance, comparé aux plateformes

de crowdfunding en ligne pour les jeunes générations. Le genre et les antécédents socio-économiques sont également des facteurs importants, tels que ceux qui peuvent avoir un emploi précaire et qui risquent d'être plus vulnérables aux crises, comme nous l'avons vu avec l'impact de COVID-19.

Recommandation à moyenne et à longue termes

Cartographier les personnes ressource de la diaspora pour l'action humanitaire

Les individus et les organisations de la diaspora couvrent diverses disciplines et mettent leur temps, leurs compétences et leurs connaissances au service de l'action humanitaire. La Direction CIDO de l'Union africaine devrait recueillir des informations sur ces personnes et organisations et de les documenter dans une base de données afin qu'elles puissent être facilement mobilisées pour soutenir les réponses humanitaires au point de besoin et déployées sur le continent.

Suivre et évaluer les initiatives humanitaires de la diaspora

Des efforts doivent être faits pour rassembler des données de suivi et d'évaluation afin de comprendre la nature des activités mises en œuvre, les personnes touchées et l'impact de ces interventions. Ainsi, le partage des bonnes pratiques et le déploiement d'interventions réussies dans les pays du continent s'en trouveront facilités.

Soutenir la coordination intercontinentale des diasporas

Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont cité divers exemples d'engagement dans des activités qui s'étendent au-delà de leur pays d'origine. Des dispositions devraient également être prises pour que les personnes d'origine africaine (Afrique Caraïbes et Afro-Américains) puissent mieux s'engager sur le continent et dans la coopération Nord-Sud. La coordination peut également être réalisée en travaillant avec les gouvernements des pays d'origine et les organismes régionaux tels que l'Union africaine.

Renforcer la coordination entre les groupes et les organisations de la diaspora

Il est absolument nécessaire de soutenir la coordination intra-diaspora, qui peut s'articuler autour de domaines thématiques, comme ceux qui répondent aux défis climatiques. Ainsi, les organisations de diasporas devraient accroître leurs efforts pour collaborer ou coordonner leurs activités avec d'autres groupes de diasporas. Elles devraient également chercher à collaborer et à coordonner au-delà des réseaux dans les pays d'origine et d'installation. En effet, l'échange de connaissances et d'expériences constitue un élément essentiel pour une action humanitaire efficace des diasporas.

En outre, une coordination descendante (réalisée peut-être par la CIDO) ou par les gouvernements des pays d'origine pourrait être bénéfique à ce travail. Enfin, il convient d'améliorer les réseaux transnationaux entre les membres de la diaspora et les communautés, y compris les gouvernements des pays d'origine.

Bibliographie

AFFORD (2019). *Investir dans l'avenir de l'Afrique Soutenir les entrepreneurs et le développement des entreprises en Afrique (SEEDA)*. Fondation Africaine pour le Développement (AFFORD) https://afford-uk.org/wp-content/uploads/2019/07/SEEDA-programme_Final-002.pdf?fbclid=IwAR3PeCrCWYAH0PK4ktaEChy8l7fftdhPJbhkeTQ-bf0ZF8wQMOKADeOUk1o

Conseil exécutif de l'Union africaine, 2006. *Décision sur la définition de la diaspora africaine*. African Union Document EX.CL/164 (VII). https://archives.au.int/bitstream/handle/123456789/4589/EX%20CL%20Dec%20221%20%28VII%29%20_E.PDF?sequence=1&isAllowed=y

Union africaine (2020). *Mobilité et migration des travailleurs de la santé africains après le COVID-19. Série de notes d'information sur l'impact du COVID-19 sur le paysage migratoire de la main-d'œuvre en Afrique, Comité consultatif de l'UA sur la migration de la main-d'œuvre (AU-LMAC) et Programme conjoint de migration de la main-d'œuvre (JLMP)* <https://ethiopia.iom.int/sites/default/files/Mobility%20and%20Migration%20of%20African%20Health%20Workers%20Post%20COVID-19.pdf>.

Union africaine (2020). *Protéger les travailleurs migrants dans l'économie informelle : Inclusion des travailleurs migrants dans les réponses COVID-19. Série de notes d'information sur l'impact de COVID-19 sur le paysage migratoire de l'Afrique, Comité consultatif de l'UA sur la migration de la main-d'œuvre (AU-LMAC) et Programme conjoint de migration de la main-d'œuvre (JLMP)*. <https://ethiopia.iom.int/sites/default/files/Protecting%20Migrant%20Workers%20in%20the%20Informal%20Economy-%20Inclusion%20of%20MW%20in%20COVID-19%20Responses.pdf>

Union africaine (2020). *Perspectives de la migration de la main-d'œuvre en Afrique à l'ère post COVID-19. Série de notes politiques "Impact du COVID-19 sur le paysage migratoire de l'Afrique," Comité consultatif de l'UA sur la migration de la main-d'œuvre (AU-LMAC) et Programme conjoint de migration de la main-d'œuvre (JLMP)*. <https://ethiopia.iom.int/sites/default/files/Preparing%20Africa%20for%20Post%20COVID-19%20Labour%20Migration.pdf>

Ahmed, B. (2021). *How do we build equitable partnerships with diaspora communities?* BOND. <https://www.bond.org.uk/news/2021/02/how-do-we-build-equitable-partnerships-with-diaspora-communities>

Ahmed, B. and Asquith, P. (2020). *Love (from Afar) in the Time of Covid-19: Diaspora Humanitarianism and Pandemic Response*. African Arguments. <https://africanarguments.org/2020/05/love-from-afar-in-the-time-of-covid-19-diaspora-humanitarianism-and-pandemic-response/>

Akinrinade, S. and Ogen, O., 2011. *Historicising the Nigerian Diaspora: Nigerian Migrants and Homeland Relations*. Turkish Journal of Politics, 2(2).

Aman, M. (2014). *Diaspora Organisations as Strategic Agents of Development*. African Diaspora Policy Centre (ADPC)

Assal, M., 2008. *Rights and Decisions to Return: Internally Displaced Persons in Post-war Sudan*. In: Grabska K., Mehta L. (eds) *Forced Displacement*. Palgrave Macmillan, London.

Barnett, M. and Weiss, T.G. eds., 2008. *Humanitarianism in question: Politics, power, ethics*. Cornell University Press.

Barnett, M. and Weiss, T.G., 2013. *Humanitarianism Contested: Where angels fear to tread (Vol. 51)*. Routledge.

Barnett, M., 2011. *Empire of humanity: A history of humanitarianism*. Cornell University Press.

Barnett, M., 2018. *Human rights, humanitarianism, and the practices of humanity*. *International Theory*, 10(3), 314-349

Brinkerhoff, J., 2008. *Diaspora philanthropy in an at-risk society: The case of Coptic orphans in Egypt*. *Non-profit and Voluntary Sector Quarterly*, 37(3), 411-433.

Brinkerhoff, J. M., 2004. *Digital Diaspora and International Development: Afghan-Americans and the Reconstruction of Afghanistan*. *Public Administration and Development* 24 (5): 397-413.

Brinkerhoff, J. M., 2009. *Digital Diaspora: Identity and Transnational Engagement*. Cambridge University Press.

Brinkerhoff, J. M., 2011. *David and Goliath: Diaspora Organizations as Partners in the Development*

- Industry. *Public Administration and Development* 31 (1): 37–49.
- Brinkerhoff, J. M., 2014. 'Diaspora Philanthropy Lessons from a Demographic Analysis of the Coptic Diaspora'. *Non-profit and Voluntary Sector Quarterly* 43 (6): 969–92.
- Brubaker, R. 2005. The "Diaspora" Diaspora. *Ethnic and Racial Studies* 28 (1): 1–19.
- Bryant, J. 2019. *Remittances in Humanitarian Crises*. Humanitarian Policy Group Working Paper. Overseas Development Institute. London
- Bryceson, D and U Vuorela. 2002. 'Transnational Families in the Twentieth Century'. In: D Bryceson and U Vuorela (eds), *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*, Oxford: Berg Publishers
- Centre for Humanitarian Leadership. 2020. *Crossing the Divide: Pacific Diaspora in Humanitarian Response to Natural Disasters Report*. <https://www.centreforhumanitarianleadership.org/research/publications/crossing-the-divide-the-next-steps/>
- Chikezie CE, (2015). *The Ebola crisis and the Sierra Leone diaspora*. Humanitarian Practice Network. <https://odihpn.org/magazine/the-ebola-crisis-and-the-sierra-leone-diaspora/#>
- Coburn, A. (2014). *Scoping Study for a leadership programme for Pakistan Diaspora leaders in the UK*. Common Purpose International
- Cohen, Robin. 2008. *Global Diaspora: An Introduction*. 2. ed. Global Diaspora. London: Routledge.
- Dag, V. (2020). *The Role of Diasporic Structures in Crisis Governance During the COVID-19 Global Pandemic*. Independent Social Research Foundation. <https://www.isrf.org/2020/06/02/the-role-of-diasporic-structures-in-crisis-governance-during-the-covid-19-global-pandemic/>
- DEMAC. 2016. *L'humanitarisme de la diaspora : Les manières transnationales de travailler*. DEMAC - Action et coordination d'urgence de la diaspora http://www.demac.org/content/2-sharing-knowledge/1-demac-publications/final_report_web.pdf
- DEMAC. 2018. *Créer des possibilités de travailler avec la diaspora dans les contextes humanitaires*. Action et coordination d'urgence pour la diaspora (DEMAC) <http://www.demac.org/sharing-knowledge/demac-publications>
- Dzirutwe, M. 2020. 'Zimbabwe's Diaspora Remittances surge as Lockdowns Force Use of Official Channels.' *Business Live South Africa*. <https://www.businesslive.co.za/bd/world/africa/2020-11-19-zimbabwes-diaspora-remittances-surge-as-lockdowns-forced-use-of-official-channels/>
- Fassin, D., 2011. *Humanitarian reason: a moral history of the present*. University of California Press
- Feldman, I. and Ticktin, M., 2010. *Introduction: Government and humanity*. Duke University Press
- Flanigan, S. T. 2016. 'Crowdfunding and Diaspora Philanthropy: An Integration of the Literature and Major Concepts'. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Non-profit Organisations*, June, 1–18.
- Gamal Eldin, A., 2020. *More than a Side Effect: Internal Displacement in Sudan*. Bundeszentrale für politische Bildung (BPB). <https://www.bpb.de/gesellschaft/migration/laenderprofile/307860/internal-displacement-in-sudan>
- Gamlen, A. 2008. *Why Engage Diaspora?* Centre on Migration, Policy and Society Oxford.
- Gerharz, E. 2012. *Diaspora's Developmental Activities and Their Implications for Spatial Order: An Actor-Oriented Perspective on Sri Lanka's North*. Working Paper 371.
- Hear, V., Pieke, F. and Vertovec, S. (2004). *The contribution of UK-based diaspora to development and poverty reduction*. ESRC Centre on Migration, Policy and Society (COMPAS), University of Oxford https://www.compas.ox.ac.uk/wp-content/uploads/ER-2004-Diaspora_UK_Poverty_Reduction_DfID.pdf
- Horst, C., Lubkemann, S. and Pailey, R.N., 2015. *The invisibility of a third humanitarian domain*. In *The New Humanitarians in International Practice* (pp. 213-231). Routledge
- International Organisation for Migration (IOM). 2018. *IOM World Migration Report 2018*. http://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2018_en.pdf
- International Organisation for Migration (IOM). 2019. *International Migration Law: Glossary on Migration*. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf
- King, D. and Grullon, H. (2014). *Diaspora communities as aid providers*. *Migration Policy in Practice*, Vol. III, Number 4, August 2013–September 2013
- Kleist, N., 2018. *Somali Diaspora Groups in Sweden – Engagement in Development and Relief Work in the Horn of Africa*. DELMI. Sweden. <https://www.delmi.se/en/publications-seminars#!/en/somali-diaspora-groups-in-sweden-report-and-policy-brief-20181>

- Lampert, B., 2009. *Diaspora and development? Nigerian organisations in London and the transnational politics of belonging*. *Global Networks*, 9(2), pp.162-184.
- Lessard-Phillips, L. and Li, Y., 2017. *Social stratification of education by ethnic minority groups over generations in the UK*. *Social Inclusion*, 5(1), pp.45-54.
- Majid, N., Abdirahman, K. and Hassan, S. . 2018. *Remittances and Vulnerability in Somalia*. Briefing Paper: Rift Valley Institute
- Nagarajan, N., Smart, B. and Nwadiuko, J. (2015). *Diaspora engagement in humanitarian emergencies and beyond*. *The Lancet*, 386(9998), pp.1015-1016.
- Newland, K., & Patrick, E., 2004. *Beyond remittances: The role of diaspora in poverty reduction in their countries of origin*. Washington, DC: Migration Policy Institute.
- Newland, K., Terrazas, A., & Munster, R. (2010). *Diaspora philanthropy: Private giving and public policy*. Migration Policy Institute: Washington DC.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2015. *Connecting with Emigrants: A Global Profile of Diaspora 2015*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264239845-en>.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2012. "Diaspora – Definition, Data and Dynamics", in *Connecting with Emigrants: A Global Profile of Diaspora*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264177949-3-en>.
- Olliff, L., 2018. *From Resettled Refugees to Humanitarian Actors: Refugee Diaspora Organisations and Everyday Humanitarianism*. *New Political Science*, 40(4), pp.658-674
- Olliff, L., 2018. *Refugee Diaspora Organisations in the International Refugee Regime: Motivations, Modalities and Implications of Diaspora Humanitarianism*. Doctoral Thesis (PhD). University of Melbourne
- Ozden, C., & Schiff, M. (Eds.). 2005. *International migration, remittances and the brain drain*. Washington, DC: World Bank.
- Pharoah, C. McKenzie, T. Harrow, J. Tatem-Hale, T. Lee, N. (2013). *Giving Back to Communities of residence and of origin, An analysis of remittances and charitable donations in the UK*. London: CASS Business School
- Plaza, S. and Ratha, D. eds., 2011. *Diaspora for development in Africa*. The World Bank.
- Shabaka (2017). *Diaspora, développement et réponse humanitaire : Motivations, possibilités et défis pour les enfants de migrants*.
- Shabaka (2021). *L'action humanitaire de la diaspora dans la "nouvelle normalité" : Changement de cap en matière de responsabilité*. <https://shabaka.org/diaspora-humanitarian-action-in-the-new-normal-shifting-the-dial-on-accountability/>
- Stuart, M., Russel, DV. (2011). *Engaging the Diaspora as Volunteers in International Development*. *The Philanthropist*. <https://thephilanthropist.ca/2011/07/engaging-the-diaspora-as-volunteers-in-international-development/>
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 2020. *Le potentiel des envois de fonds de la diaspora soudanaise*. https://www.arabstates.undp.org/content/rbas/en/home/library/Sustainable_development/the-potential-of-sudanese-diaspora-remittances.html
- HCR. 2016. *L'engagement de la diaspora et l'Initiative mondiale pour les réfugiés somaliens - Possibilités émergentes*. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) Document de recherche n° 278. <https://www.refworld.org/docid/570614f34.html>
- Van Hear, N., 2011. 'Diaspora, Recovery and Development in Conflict-Ridden Societies'. In *The Migration-Development Nexus: A Transnational Perspective*, edited by Thomas Faist, Margit Fauser, and Peter Kivisto, 85–103. *Migration, Diaspora and Citizenship Series*. London: Palgrave Macmillan UK.
- Vertovec, S., 2003. *Migration and Other Modes of Transnationalism: Towards Conceptual Cross-Fertilization*. *The International Migration Review* 37 (3): 641–65.
- Banque mondiale. 2020. *Aperçus des pays*. [En ligne] Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/country/zimbabwe>
- Banque mondiale. 2020. *Données sur les migrations et les transferts de fonds*. [en ligne] Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data>.
- Zunz, O., 2011. *Philanthropy in America: A History*. Princeton University Press

